

**Mémoire au Comité sénatorial permanent des transports et des communications**

Présenté par : Michael O'Reilly, président national de la PWAC  
Doreen Pendgracs, ancien membre du conseil d'administration national de la PWAC

La Periodical Writers Association of Canada (PWAC) sert et représente plus de 500 rédacteurs professionnels indépendants de toutes les régions du pays. Association sans but lucratif, elle compte des sections dans la plupart des grandes villes et offre une gamme de services à ses membres qui présentent une grande diversité et sont dispersés dans l'ensemble du pays.

La PWAC joue un rôle actif au sein de la collectivité des créateurs canadiens et elle fait partie des responsables de l'élaboration de politiques et de services qui contribuent à la vie intellectuelle, artistique et politique de notre pays. Nous sommes des membres fondateurs de l'organisme de perception des droits de reproduction du Canada appelé Access Copyright (anciennement CANCOPY) et nous avons contribué à mettre sur pied la Creators Copyright Coalition (groupement d'associations de créateurs). En 1996, le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs a approuvé la demande d'accréditation de la PWAC visant à représenter les rédacteurs pigistes qui écrivent dans des langues autres que le français au Canada. L'accréditation en vertu de la *Loi sur le statut de l'artiste* habilite la PWAC à négocier pour le compte des rédacteurs d'articles documentaires dans les domaines de compétence fédérale.

Les articles des membres de la PWAC sont publiés dans presque tous les journaux et magazines canadiens. Nos membres écrivent pour la radio (plus particulièrement CBC), la télévision et, de nos jours, le Web. Les histoires de beaucoup de nos membres paraissent dans d'importantes publications internationales. À la vérité, la plupart des magazines canadiens n'existeraient tout simplement pas sans les rédacteurs pigistes du pays. Presque tous les articles que vous lisez dans vos publications préférées sont l'œuvre de rédacteurs pigistes. La prochaine fois que vous lirez un numéro de *Canadian Geographic*, de *Chatelaine*, de *Canadian Living* ou de *Readers Digest* ou encore les principaux articles du *Globe & Mail*, du *National Post* ou du *Ottawa Citizen*, jetez un coup d'œil à la signature et à la notice biographique des contributeurs. Presque tous sont des rédacteurs d'articles documentaires indépendants – des pigistes.

Le membre moyen de la PWAC est une personne d'âge moyen qui possède deux grades postsecondaires et travaille comme rédacteur pigiste depuis plus de 10 ans. En tant que propriétaires de petites entreprises et rédacteurs pigistes, nos membres sont très compétents et très scolarisés; ils choisissent de travailler à la pige et de raconter des histoires canadiennes. Ils le font depuis près de 30 ans. D'Inuvik à Windsor, de Victoria à St. John's, les membres de la PWAC et les rédacteurs pigistes en général décrivent ce qui

fait de nous des citoyens du Canada. Nous formons le chœur de la diversité qui interprète le chant canadien, tant au pays qu'à l'étranger.

Malheureusement, les histoires canadiennes deviennent de plus en plus difficiles à raconter. Les sujets ne manquent pas. L'intérêt à leur égard est grand. Les Canadiens veulent les connaître. Les propriétaires de nos journaux, de nos magazines et des services radiophoniques et télévisuels sont cependant de plus en plus exigeants envers les rédacteurs et ils les rétribuent de moins en moins.

Les grands éditeurs comme Canwest, Transcontinental, Québecor/Sun Media, Rogers et Thomson exigent plus d'articles, plus de contenu et plus de droits, mais ils paient moins pour ces services. Le dernier sondage exhaustif réalisé par la PWAC auprès de ses membres en 1996 a révélé que le revenu annuel moyen d'un rédacteur pigiste était de 26 100 \$. C'est presque identique celui de 1979. Compte tenu de l'inflation des 30 dernières années, le niveau de vie des rédacteurs indépendants du Canada a baissé de plus de 60 %.

Pendant que les tarifs et les revenus diminuent, ces grands éditeurs exigent plus de droits de leurs rédacteurs. Les contrats prévoyant une vaste gamme de licences pour très peu de fonds supplémentaires, voire aucun, ont remplacé ce qui était autrefois la norme : les ententes d'utilisation unique. Lorsque j'ai commencé à faire de la pige en 1993, une publication comme le *Globe & Mail* ou le *Maclean's* achetait le droit de publier un article une seule fois. Les licences de publication unique permettaient aux pigistes de revendre leurs articles dans des marchés non concurrents et d'accroître ainsi leur revenu. Les tarifs n'étaient pas bons, mais nous pouvions au moins compenser en recyclant nos articles.

La situation s'est détériorée au milieu des années 1990 au moment de la première série de fusions au sein de l'industrie des médias. Aujourd'hui, lorsque j'autorise l'*Ottawa Citizen* ou *Chatelaine* à publier un de mes articles, l'éditeur exige le droit de le réutiliser dans l'ensemble de son empire médiatique. Mon article peut désormais paraître dans tous les journaux, magazines, sites Web et bases de données commerciales de l'entreprise. Il peut également être diffusé à la radio et à la télévision quand il y a propriété croisée. Il n'est plus possible de négocier les contrats. Les éditeurs locaux ont reçu l'ordre d'acquérir presque tous les droits de mes articles, sinon ils ne font plus affaire avec moi. Les rédacteurs qui ne signent pas ces contrats ne travaillent pas. Certains de nos membres ont même déclaré avoir été placés sur une liste noire parce qu'ils avaient osé protester. Les entreprises bénéficient ainsi de la libre utilisation de mes articles. En échange, je ne reçois habituellement rien ou tout au plus des miettes.

Soyons francs, les producteurs et les rédacteurs indépendants du Canada risquent de ne plus pouvoir gagner leur vie. Un nombre croissant de mes collègues ont cessé d'écrire pour les magazines et les journaux que lisent les Canadiens. Beaucoup se tournent vers des emplois dans l'entreprise privée ou dans la fonction publique afin de pouvoir payer les factures. Ceux qui continuent à faire de la pige sont confrontés à une baisse de leur niveau de vie.

**Je laisse à présent la parole à ma collègue Doreen Pendgracs. Elle vous livrera le témoignage de certains de nos membres.**

*Doreen Pendgracs, Dugald (Manitoba)*

J'ai moi aussi commencé à faire de la rédaction à la pige en 1993, après avoir quitté le secteur privé. Au cours des dernières années, plusieurs des magazines et des sites Web pour qui je travaille ont considérablement réduit leurs tarifs, ce qui fait que j'ai de plus en plus de difficulté à continuer de générer le revenu déjà modeste que je touchais autrefois.

*George Kynman, St. Andrews, MB*

Je suis bédéiste et rédacteurs pigiste. J'ai commencé ma carrière il y a 15 ans dans de petits journaux indépendants. Aujourd'hui, ces journaux ont disparu. En fait, ils existent toujours, mais leur contenu provient désormais d'organismes de centralisation de l'information et reflète le point de vue des entreprises plutôt que les perspectives locales. La concentration des médias a produit un marché de plus en plus difficile et contrôlé par l'entreprise privée. Grâce à la concentration de leur pouvoir d'achat, les entreprises imposent aux pigistes une baisse de tarifs et souvent, ils en remettent en leur offrant des contrats de licence restrictifs et abusifs.

*Allison Finnamore, Moncton (Nouveau-Brunswick)*

À la fin de février, j'ai reçu un contrat non négociable de Transcontinental Specialty Publications. Pour 0,12 \$ le mot, l'entreprise veut les droits exclusifs de première publication pendant 30 jours, les droits électroniques et le droit de publier à nouveau mon article sans autre paiement. Je ne signerai pas le contrat. Je garde la tête haute, mais je me demande vraiment comment je compenserai pour ce revenu perdu, comment je pourrai payer la garderie le mois prochain.

*Gil Parker, Victoria (Colombie-Britannique)*

Au cours des cinq dernières années, j'ai remarqué une baisse des tarifs accordés pour les articles de rédacteurs pigistes publiés dans les journaux et les magazines. J'attribue cette baisse à la concentration accrue de l'industrie de l'édition et à la concurrence entre tous les médias. Un grand nombre de mes collègues abandonnent les marchés traditionnels des médias publics et se tournent vers la rédaction commerciale pour les entreprises et le gouvernement. Cela représente une grande perte pour le Canada.

*Alison Hughes, Chamcook (Nouveau-Brunswick)*

Il y a huit ans, j'ai commencé à faire de la pige pour le *Telegraph Journal* du Nouveau-Brunswick. Je recevais alors de 500 à 600 \$ par article. Aujourd'hui, NB Publishing, qui fait partie du groupe de journaux appartenant aux Irving, offre 125 \$ pour l'article d'un pigiste, en plus d'exiger le droit de réutiliser à l'infini l'article et les photos sous toute forme électronique. J'avais l'habitude de ventre des articles au *Ottawa Citizen*

et au *Vancouver Sun*, mais ils y ont désormais accès à mon insu et sans mon consentement.

*Marvin Ross, Dundas (Ontario)*

Le montant versé pour un article de fond dans un journal est aujourd’hui équivalent ou inférieur à celui que je recevais à la fin des années 1980. Non seulement de nombreux journaux et magazines n’ont pas augmenté leurs tarifs depuis bon nombre d’années (dans certains cas, ils les ont réduits – c’est ce qu’une éditrice a raconté qu’on lui avait ordonné de faire), mais les contrats sont beaucoup plus exigeants. La plupart des publications veulent les droits de publication électronique sans rien payer pour les obtenir.

*Dave Preston, Victoria (Colombie-Britannique)*

Après près de 20 ans comme rédacteur/réviseur pigiste professionnel, je ne veux plus faire affaire avec l’industrie des périodiques. Je n’ai vu aucune augmentation de tarif en à peu près dix ans et le traitement des rédacteurs s’est lentement mais sûrement détérioré. Le grand perdant dans cette situation, c’est le lectorat canadien à qui on présente de plus en plus de dépêches d’agences et des articles souscrits rédigés par des personnes qui connaissent mal le Canada et encore moins son patrimoine, ses politiques et ses cultures régionales.

*Tracey Arial, Verdun (Québec)*

À la fin des années 1990, tous les grands journaux ont commencé à distribuer des contrats impitoyables. Plutôt que de vendre un article au *Montreal Gazette*, de le revendre au même tarif au *Toronto Star* puis d’essayer de le vendre à nouveau à un journal de l’Ouest, je ne peux désormais vendre un article qu’une fois, disons au *Montreal Gazette*, et je ne reçois que 5 % ou 10 % du tarif pour toute autre publication qui choisit de le présenter. Les pigistes qui n’ont pas accepté ces conditions ont été inscrits sur une liste noire.

*Bob Bott, Calgary (Alberta)*

Pendant les dix premières années où j’ai été rédacteur pigiste, soit de 1977 à 1987, les magazines et les journaux me procuraient plus de 90 % de mon revenu. Les magazines nationaux payaient alors 1 \$ le mot et d’autres marchés payaient généralement au moins 0,35 \$ le mot. Je gagnais bien ma vie, surtout les premières années, et je tirais une grande satisfaction de mon travail. Toutefois, l’inflation a réduit mon pouvoir d’achat. Je ne peux plus me permettre d’écrire pour les magazines canadiens. D’autres tâches de rédaction et de révision m’ont permis de boucler mon budget, mais je suis préoccupé par l’avenir de l’industrie canadienne des périodiques.

*Nora Abercrombie, Edmonton (Alberta)*

J’étais une critique littéraire qui publiait des articles touchant le féminisme, la littérature canadienne et la culture jusqu’à ce que je poursuive Southam (aujourd’hui Canwest) pour

violation du droit d'auteur à la fin des années 1990. Il va sans dire que je ne peux plus travailler pour Southam (Canwest). Le problème, c'est qu'il n'y a aucune autre entreprise dans aucune ville canadienne pour laquelle je peux écrire. Les éditeurs sont des quasi-monopoles qui peuvent imposer l'environnement de travail unilatéralement. Le dialogue canadien est donc restreint... et je ne peux plus travailler.

*Suzanne Boles, London (Ontario)*

Les tarifs que les publications offrent aux rédacteurs pigistes sont à la baisse. Le *London Free Press*, qui fait dorénavant partie de Québecor/Sun Media, avait l'habitude de payer 500 \$ pour un article-vedette dans son cahier « Affaires ». Aujourd'hui, il n'offre plus que 200 \$. Les chroniques qui se vendaient autrefois 200 \$ ne rapportent à présent que 100 \$ ou moins.

*Rachel Goldsworthy, Victoria (Colombie-Britannique)*

Si je voulais vendre un article sur un voyage au *Victoria Times Colonist*, le journal me verserait moins que le salaire minimum. Il mettrait ensuite mon article à la disposition de tous les journaux de Canwest et je pourrais ou non recevoir une rémunération supplémentaire. Je ne peux me permettre d'écrire pour ce genre d'entreprises. Il y a beaucoup de gens comme moi dont les connaissances spécialisées et les opinions ne peuvent être lues parce que les éditeurs publient des articles qu'ils obtiennent à bon marché.

*Anne Marie Aikins, Toronto (Ontario)*

Je travaille comme rédactrice pigiste depuis le milieu des années 1990 et je constate qu'aujourd'hui, malgré mes réussites, les éditeurs contrôlent complètement les tarifs qu'ils paient. J'ai écrit pour la plupart des grands quotidiens et des magazines nationaux, et ma rétribution est moins de la moitié de ce qu'elle était il y a cinq ans. La pire chose qui soit arrivée à l'industrie, c'est la disparition de la diversité parmi les voix entendues. La démocratie subit une lourde perte lorsque les médias répriment la liberté d'expression.

*Zachary Houle, Ottawa (Ontario)*

En tant qu'(ancien) journaliste pigiste, j'ai vu Canwest et Transcontinental bafouer mes droits se rattachant au paiement des réimpressions. En ce qui me concerne, la convergence des médias a eu de réelles répercussions sur moi en tant que journaliste. Il ne reste plus suffisamment de journaux indépendants qui pourraient publier mes articles.

*Don Procter, Toronto (Ontario)*

Après avoir écrit régulièrement pour un magazine de maisons pendant plus de cinq ans, j'ai cessé de le faire parce que l'éditeur a décidé de ne plus payer en espèces. L'entreprise a adopté un système de troc selon lequel les rédacteurs reçoivent un crédit pour acheter des biens et des services des annonceurs de la publication. C'est très bien si vous avez

besoin de bardeaux pour la toiture, d'un spa ou d'une nouvelle chaîne stéréophonique, mais le système n'offre pas de produits pratiques tels que la nourriture, l'essence et d'autres biens de première nécessité.

*Alex Roslin, Montréal (Québec)*

Je suis pigiste depuis 10 ans et je dirais que les possibilités d'exercer mon travail se sont accrues grâce à l'augmentation du nombre de petits périodiques. Malheureusement, toute hausse de revenu a été paralysée par la concentration des médias et l'érosion des droits électroniques. Le fait que les tarifs accordés aux pigistes sont restés les mêmes pendant toute la période a avivé la concurrence dans ce domaine. Les tarifs fixes impliquent une baisse du revenu réel si l'on tient compte de l'inflation et de l'augmentation des dépenses.

*Holly Quan, Turner Valley (Alberta)*

Je suis rédactrice pigiste à plein temps depuis 1998. J'ai dû délaisser la rédaction d'articles pour des magazines en faveur de la rédaction pour l'entreprise privée. Les contrats avec les magazines sont très restrictifs et, en conséquence, je peux rarement revendre un article. De plus, les taux de rémunération sont faibles. La situation est pire quand il s'agit des journaux. Je ne pense même plus à écrire pour eux; c'est beaucoup trop de travail pour une maigre rétribution.

*Christine Fischer Guy, Toronto (Ontario)*

Le nivelage par le bas des médias canadiens me trouble depuis un certain temps. Il n'y a pas de place pour les voix exprimant des vues divergentes dans un environnement de production en série. On pourrait soutenir que ces voix n'ont jamais eu de place dans les médias grand public, mais les nombreuses fusions et acquisitions étendent encore davantage la mainmise de ces entreprises.

*Barbara Florio Graham, Gatineau (Québec)*

Pendant 20 ans, soit de 1975 à 1995, j'ai écrit régulièrement pour des journaux canadiens. J'ai cessé quand Southam a commencé à partager les articles de pigistes avec toute sa chaîne de journaux. Certains journaux pouvaient réimprimer un article pour une rétribution supplémentaire de seulement 5 \$. Parallèlement, Southam a réduit la rémunération des pigistes, de sorte qu'un article qui lui coûtait auparavant de 100 à 150 \$, plus 25 \$ la photo, ne se paie plus que 75 \$, photos incluses!

*Ross Mavis, Saint John (Nouveau-Brunswick)*

Ma plus grande préoccupation réside dans le fait que, si vous réussissez à vendre un article ou une chronique à un membre d'une chaîne de médias, vous devez céder tous les droits à la chaîne au complet.

*Kira Vermond, Toronto (Ontario)*

Je suis estomaquée de constater que les journaux et magazines accordent aujourd’hui la même rétribution que lorsque j’étais bébé.

*Pauline Clift, Montréal (Québec)*

J’ai cessé d’être pigiste en raison des changements dans le marché. Il est tout simplement impossible de gagner sa vie dans les conditions qu’il offre.

*Marie Mendenhall, Regina (Saskatchewan)*

Beaucoup de choses ont changé depuis mes débuts comme pigiste en 1989. La vente de mes articles me rapporte aujourd’hui de 50 à 75 % de ce que j’en tirais au milieu des années 1990.

*Alison Appelbe, Vancouver (Colombie-Britannique)*

Je travaille à la pige depuis trois ans. Je gagne le tiers de ce que je faisais comme journaliste à plein temps – je ne peux joindre les deux bouts. Mes articles sont présentés dans les sites Web de l’éditeur, qui ne me verse aucune rétribution supplémentaire. Dans le cas de Canwest, les articles sont présentés dans plusieurs sites publics et vendus aux consommateurs.

*John Symon, Montréal (Québec)*

Je ne fais de la pige que depuis 2000, mais déjà, les conditions sont plus difficiles. Le *Montreal Gazette* a réduit son budget de pige, et il est impossible d’augmenter les tarifs demandés à nos clients actuels. Je songe à les laisser tomber.

*Lanny Boutin, Gibbons (Alberta)*

Je fais de la pige depuis un peu plus de six ans et je constate que la situation devient de plus en plus difficile. La plupart des magazines canadiens pour lesquels je travaille paient exactement le même tarif qu’il y a six ans.

*Jan Melnyk, Edmonton (Alberta)*

Je travaille comme pigiste depuis cinq ans et jamais aucun de mes clients n’a augmenté ses tarifs.

*Doreen Kerby, Saskatoon (Saskatchewan)*

Je trouve qu’il est plus difficile de vendre mes articles. Je pouvais autrefois compter sur le *Vancouver Courier* et sur le *Langley Times*. Ces temps sont révolus.

\*\*\*\*\*

Comme vous l'avez entendu, la concentration des médias a des répercussions directes et mesurables sur les rédacteurs indépendants du Canada. On est en train de nous évincer du marché. Certains diront qu'il s'agit simplement de l'économie de marché à l'œuvre, qu'il faut laisser le marché décider. Ce serait peut-être vrai s'il s'agissait d'un marché libre, mais ce n'est pas le cas. Chaque fusion, chaque rachat, chaque nouveau pas dans la voie de la concentration des médias fait en sorte que les éditeurs et les radiodiffuseurs peuvent déformer le marché davantage en leur faveur. En ce qui me concerne, il s'agit d'un monopole.

Nos voix sont réduites au silence. Il en résulte la disparition de la diversité des points de vue et des perspectives qui fait partie intégrante de l'identité canadienne. Nous ne le souhaitons pas, mais il semble que nous n'ayons pas le choix.

Merci d'avoir pris le temps d'écouter nos témoignages.